

Les crédits

En 1985, le gouvernement, par l'entremise du vice-premier ministre qui était alors ministre des Transports, a présenté en première lecture le projet de loi C-97 concernant le transport ferroviaire-voyageurs. Cette mesure n'est jamais allée plus loin. Elle est restée en plan. Le député et son caucus croient-ils encore aux déclarations qu'a faites alors le vice-premier ministre, c'est-à-dire que VIA Rail n'atteignait pas ses objectifs parce qu'il avait les mains liées et qu'il n'avait pas l'occasion de prouver qu'il pouvait être rentable, faute d'un mandat clair, de législation et d'un engagement solide de la part du gouvernement au pouvoir à l'époque?

M. Horner: Je remercie le député pour sa question. Je suis persuadé que le vice-premier ministre était convaincu, lorsqu'il a fait ces déclarations, que VIA Rail allait réussir. Je vous prie de me croire, nous avons bien essayé. Nous avons accordé jusqu'à 2,6 milliards de dollars de subventions afin que VIA Rail puisse fonctionner en pleine autonomie.

Pour ce qui est de la participation et de la consultation du public, je peux vous dire que nous avons tenu des séances de consultation. Les Canadiens nous ont déclaré qu'ils ne voulaient pas prendre le train. Seulement 3 p. 100 ont affirmé qu'ils voulaient avoir accès à ce service. Dans toutes les régions du pays, le nombre d'usagers diminue.

Quand j'étais petit, il y avait un train qui passait par ma ville natale, dans le comté de Pontiac, à 50 milles d'ici. Le train partait de Waltham, au Québec, et se rendait à Ottawa. Il s'appelait la jonction Pontiac Pacifique, ce qu'il n'a jamais été puisqu'il n'a jamais franchi la rivière Outaouais pour se rendre sur la côte du Pacifique. Chez nous, on l'appelait le «petit train qui ne va pas loin.» Le «petit train qui ne va pas loin» se rendait tous les matins à Ottawa et revenait le soir. À l'époque, c'était un mode de transport formidable. Mais nous ne sommes plus au XIXe siècle.

Au XIXe siècle, quand sir John A. Macdonald a entrepris la construction du chemin de fer, c'était le seul mode de transport disponible. On n'avait pas les routes, les automobiles et les avions d'aujourd'hui. Je le répète, seulement 3 p. 100 des Canadiens ont déclaré qu'ils voulaient prendre le train. Il existe sûrement des amateurs de train au pays. Moi aussi, j'aime examiner les trains à vapeur, mais je peux en voir aux musées, là où ils sont à leur place. Nous sommes à l'aube du XXIe siècle. Nous devons procéder à ces compressions, question de responsabilité financière. Nous espérons que VIA Rail

réagira et fournira le service qu'elle doit fournir dans les collectivités isolées.

M. Laporte: Monsieur le Président, j'espère que le député ne veut pas dire que VIA Rail devrait recourir à des locomotives à vapeur pour assurer le transport au Canada. Le député a parlé du principe voulant que faute d'usagers, on supprime le service. Estime-t-il que ce principe devrait s'appliquer à d'autres modes de transport au Canada comme le transport maritime, qui perd des millions de dollars chaque année, et le transport aérien? Je crois que les deux seuls aéroports au Canada qui aient réalisé des bénéfices sont les aéroports internationaux de Toronto et de Vancouver. Si le député croit à ce principe pour tous les modes de transport, quelle approche le gouvernement devrait-il adopter à son avis à l'égard des autres?

M. Horner: En ce qui concerne les autres modes de transport, je sais qu'ils seront subventionnés. Nous en avons fait la promesse et j'ai cité les chiffres concernant le financement de VIA Rail, que nous subventionnons pour qu'elle continue à desservir les localités isolées. Il nous faudra toujours subventionner certains modes de transport.

Les Canadiens ont parlé: 84 p. 100 veulent voyager par automobile, 7 p. 100 par avion, 6 p. 100 par autobus et 3 p. 100 par train. Si les Canadiens ne veulent pas utiliser le train, alors pourquoi faudrait-il que toute la population soit tenue de subventionner ce service à raison de 100 dollars le billet. C'est insensé. Ce n'est pas financièrement responsable. Votre allusion au retour de VIA Rail à l'époque de la locomotive à vapeur est ridicule. Je ne crois pas que ce soit opportun, vous le savez aussi bien que moi.

M. Thompson: Monsieur le Président, je pense que les députés des deux côtés de la Chambre reconnaissent qu'à part moi, le seul député qui ait défendu VIA Rail avec plus de virulence que moi ces dernières semaines est le député de Fundy—Royal (M. Corbett). Nous nous sommes portés à la défense de VIA Rail pour plusieurs raisons, la principale étant que nous habitons une région plutôt rurale, le Canada atlantique. Nous n'avons pas les moyens de transport dont jouissent les autres régions du pays. En matière de liaisons routières et aériennes, les régions rurales font figure de parents pauvres à côté de l'Ontario, du Québec, de certaines autres régions et des grands centres. Nous avons droit à un moyen de transport qui fait partie de notre histoire et qui continue de jouer un rôle utile.